



HAL
open science

Les épiceries à Nancy, trajectoires spatiales et temporelles d'un commerce populaire au tournant du 20^e siècle

Anne Hecker

► **To cite this version:**

Anne Hecker. Les épiceries à Nancy, trajectoires spatiales et temporelles d'un commerce populaire au tournant du 20^e siècle. Territoires du commerce populaire, Éditions de l'Université de Lorraine, 2024, 9782384511440. halshs-04828872

HAL Id: halshs-04828872

<https://shs.hal.science/halshs-04828872v1>

Submitted on 10 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les épiceries à Nancy, trajectoires spatiales et temporelles d'un commerce populaire au tournant du 20^e siècle

Anne HECKER

Université de Lorraine, Loterr, F-54000 Nancy, France
anne.hecker@univ-lorraine.fr

L'épicerie a longtemps été l'image même du commerce de quartier – proximité avec l'habitat et l'emploi, lieu de vie et de sociabilité animant le quartier (Coing, 1966). Alors même qu'elle entame de profondes mutations (Londeix, 2020 ; McKee, 2020), l'épicerie de la fin 19^e et du début du 20^e siècle s'affirme encore comme un commerce populaire. Dominées par les petites surfaces de vente, répandues au plus près de leur clientèle, les épiceries offrent en priorité une gamme restreinte de produits indispensables à la vie et à l'alimentation quotidiennes et sont fréquentées par tous – même si les plus aisés ne les fréquentent parfois qu'indirectement (Faure, 1979). Par ailleurs, longtemps tolérés, la discussion du prix, la pratique de la vente à crédit, l'achat au détail et l'émiettement corollaire des ventes (« il achète en détail jusqu'au girofle, le matin seulement pour le dîner et le soir seulement pour le souper », Mercier, 1788, p. 128) participent à en faire le commerce essentiel des catégories sociales modestes.

L'étude ici exposée a été menée sur le cas de la ville de Nancy et utilise un Système d'information géographique géohistorique de

la ville (encadré 1), alimenté par un double corpus des épiciers nancéiens. L'étude s'appuie sur deux époques complémentaires : l'année 1876 expose la situation aux trois-quarts du 19^e siècle ; et l'année 1923 en présente l'évolution au premier quart du 20^e siècle. Deux principales sources, les *Annuaire administratifs, statistiques, historiques, judiciaires et commerciaux de la Meurthe*, et les *Annuaire généraux de l'épicerie française et des industries annexes*, ont été croisées pour composer un corpus de 171 épiciers détaillants en 1876, et de 271 en 1923, incluant les maisons à succursales. Le recoupement des sources, qui a permis de stabiliser ces corpus, illustre la diversité de cette fonction d'épicier¹. Les cumuls d'activités de certains épiciers gonflent en effet les effectifs dans l'annuaire de la Meurthe, des échoppes écartées bien souvent dans l'annuaire de l'épicerie, mais qui mettent en exergue la diversité des services rendus : outre les classiques épiciers-fruitiers, marchands de légumes ou primeurs, on croise au fil des pages des épiciers - marchands de vin

1. « Donner la liste des « commerçants en épicerie » méritant cette désignation est particulièrement difficile à atteindre. Nous pensons y être parvenus pour les localités importantes, régulièrement visitées par nos voyageurs ou nos correspondants ; mais, pour les petites communes, nous avons dû nous contenter d'inscrire les commerçants qui nous ont été indiqués comme vendant le plus d'articles d'épicerie, et nos moyens de contrôle sont parfois aléatoires. Il est du plus grand intérêt, pour les « épiciers réels », de figurer sur nos listes et de nous aider à éliminer les autres, et les renseignements qui nous sont fournis à ce sujet par les commerçants en épicerie eux-mêmes, les représentants et les industriels sont reçus et utilisés avec reconnaissance » (*Annuaire général de l'épicerie française et des industries annexes*, 1923. Source : Gallica).

Encadré 1

Ce travail, aux dimensions géohistoriques, s'intègre dans une recherche géographique d'analyse spatiale mettant à profit l'épaisseur du temps pour éclairer l'aménagement de l'espace actuel. Elle vise à mettre en avant et à analyser les logiques de la structuration de la ville et des quartiers, et particulièrement l'impact structurant à long terme, encore aujourd'hui sensible, des localisations du passé. Pour ce faire, elle s'appuie sur un SIG géohistorique constitué sur la ville de Nancy. L'extension spatiale de la ville a été reconstituée à l'échelle du bâtiment depuis le milieu du 19^e siècle. Cette étape initiale, rendue possible par la confrontation d'un grand nombre de sources cartographiques et manuscrites, a permis ensuite de réattribuer son adresse à chaque bâtiment à l'époque étudiée.

Cette reconstitution cartographique géoréférencée offre ensuite la possibilité de localiser finement toute information spatialisée par une adresse.

Ces sources, manuscrites ou typographiques, d'une plus ou moins grande fiabilité, impliquent un important travail préparatoire de transcription, mais aussi de vérification avant leur renseignement dans la base de données, à même de mener à leur cartographie puis à la réflexion associée à l'analyse spatiale qui en découle.

Seront ici présentés des documents issus du traitement des *Annuaire administratifs, statistiques, historiques, judiciaires et commerciaux de la Meurthe*, des *Annuaire généraux de l'épicerie française et des industries annexes*, mais aussi du dépouillement des listes nominatives des recensements de population (2^e partie), qui offrent une connaissance fine de chaque quartier, de chaque rue, de chaque bâtiment, de chaque ménage, de chaque habitant. Ce sont ces principales données sur les habitants et leurs professions qui ont ici été exploitées pour réfléchir au lien possible entre la densité réelle, les catégories socio-professionnelles des habitants et la répartition des commerces.

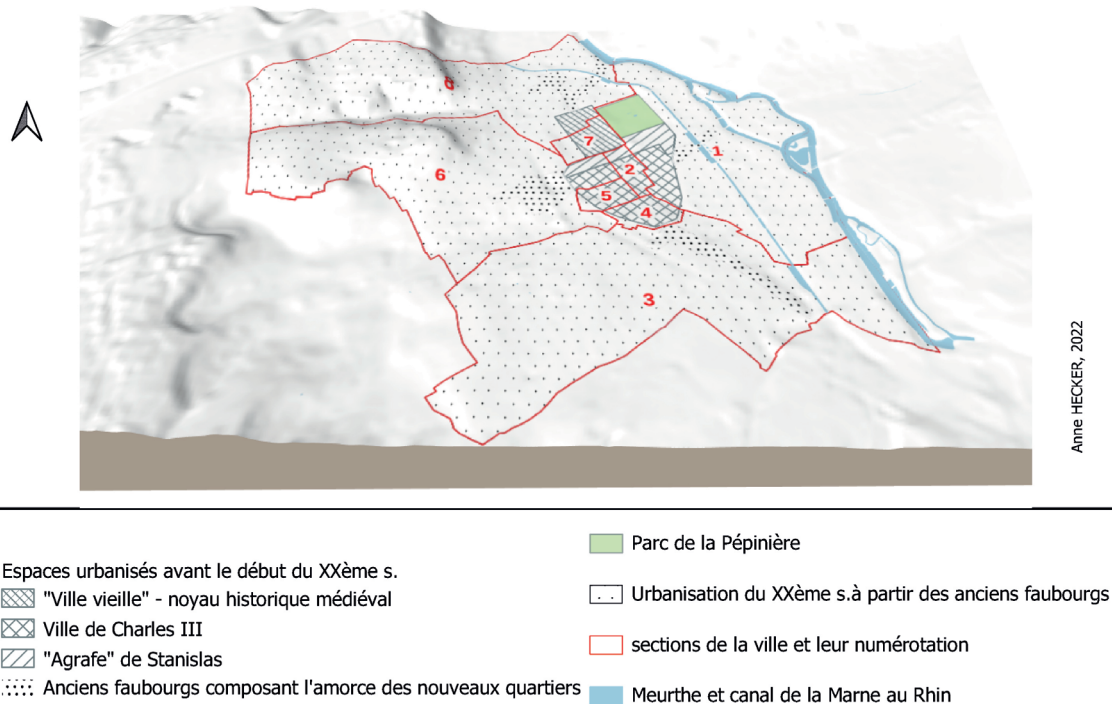


Figure 1. Nancy, sections, centre et périphérie

ou buralistes, ou encore de plus originaux épiciers – tailleur, postier ou cabaretier.

Métier varié, parfois associé à la satisfaction d'autres besoins commerciaux ou de services quotidiens, la variété de sa pratique conforte son caractère populaire tant dans sa fréquentation, dans les produits proposés que dans sa nécessaire animation commerciale de la vie de quartier.

L'épicerie au tournant du 20^e siècle peut donc être considérée à double titre comme un commerce populaire. Cette double acception conduit à s'interroger sur les logiques de l'implantation de ces commerces au sein d'une ville alors en plein essor : ces aspects populaires se trouvent-ils également en cohérence avec leur spatialisation ? Quels impacts l'évolution socio-spatiale de la ville en plein essor a-t-elle eus sur eux ?

L'épicerie au cœur de la ville

Cette étude s'étend sur une période particulièrement riche sur le plan spatial autant que sociétal pour la ville de Nancy, qui débute avec la fin du conflit franco-prussien. La population double alors en l'espace d'une trentaine d'années², notamment avec l'arrivée massive des optants³ ; la ville se diversifie sur le plan économique, l'industrie s'y développe (Sicard-Lenattier, 2000). Enfermée dans son périmètre historique, elle n'est plus à même d'accueillir dignement cet afflux. La commission municipale des logements insalubres souligne ainsi, en 1882, qu'il est « préférable de voir la ville s'étendre au loin et disperser sur une vaste surface les nouvelles habitations ; ce ne serait qu'au détriment de la santé publique que les sections centrales pourraient, par l'augmentation du nombre d'étages, abriter de nouveaux habitants ». Population, activités, commerces

et services se répandent alors « hors les murs ». Cet afflux rapide et inattendu d'habitants et le développement de l'industrie livrent alors « la ville à quatre décennies de croissance effrénée » (Marseille, 2016), sous l'action des municipalités, mais surtout alimentée par un mouvement de spéculation foncière et une politique de laisser-faire ou de régularisation qui pousse rapidement la tache urbaine vers de nouveaux espaces (Hecker, 2018 ; Collot, 1980). Les premières poussées spatiales se structurent à partir des cinq principaux faubourgs qui s'étirent au-delà des portes de la ville, avant de se répandre et d'occuper les espaces interstitiels (figure 1). Ville « de médiocre étendue » (Boquillon *et al.*, 2008) aux trois-quarts du 19^e siècle, l'urgence de la poussée démographique impose une expansion et une mutation urbaine importantes entre 1870 et 1914, « sous la pression des mal-logés et dans une ambiance de spéculation forcenée » (Bonfont, 1973, p. 22). L'organisation socio-spatiale qui s'en dégage perdure au fil du siècle.

La ville originelle s'organise en trois blocs. Le triangle Place Stanislas, Saint-Jean, Marché central se couvre de boutiques, d'établissements financiers, culturels ou administratifs, où s'implante une population de classe moyenne, dominée par les commerçants et les employés. Le secteur de la gare et le cours Léopold deviennent rapidement bourgeois et résidentiels, tandis que la ville vieille et le sud de la ville neuve, dont les ateliers disparaissent et les habitations vétustes et surpeuplées se dégradent, s'enfoncent dans la paupérisation.

L'arrivée des Alsaciens et des Mosellans a favorisé l'émergence d'une industrie jusqu'alors quasi absente de la ville (Sicard-Lenattier, 2000). À l'est de la ville, la présence du canal et de la voie ferrée de ceinture dédiée aux marchandises, la disponibilité de vastes terrains de faible valeur y guident les établissements

-
2. De 53 000 habitants en 1872, la population de la ville atteint 102 500 habitants en 1901. En 1911, elle frôle les 120 000 sans les communes attenantes. Les conséquences de la Première Guerre ont fait chuter la ville à 113 000 habitants au moment où s'achève notre étude (Sources : Données Insee, recensements de population).
 3. Le Traité de Francfort (10 mai 1871), qui détache de la France une partie de la Lorraine et de l'Alsace, accorde par son article 2 la possibilité pour les Français originaires d'une commune annexée de conserver leur nationalité française, à condition de quitter les territoires annexés avant le 1^{er} octobre 1872. Près de 50 000 personnes opteront pour ce choix, et seront désormais désignées sous ce terme d'« optants ».

et la population ouvrière, dans des quartiers déjà pauvres et ouvriers. Au sud, le Faubourg Saint-Pierre accueille quant à lui l'essentiel des fonctions hospitalières et universitaires médicales transplantées à Nancy depuis Strasbourg.

L'urbanisation de la ceinture de faubourgs occidentaux au-delà de la voie ferrée assure peu à peu la jonction avec les communes de Villers et de Laxou, et avec les abords septentrionaux de la voie ferrée, colonisés et bâtis par les familles bourgeoises optantes. Après une première phase de croissance sans réel plan d'ensemble au gré des ouvertures de voies privées, les premières années du 20^e siècle voient s'édifier un quartier organisé dont le caractère bourgeois s'affirme nettement, renforçant la ségrégation sociale entre l'Est ouvrier et l'Ouest bourgeois (Taveneaux, 1978 ; Dion, 1983 ; Bonnefont, 1973).

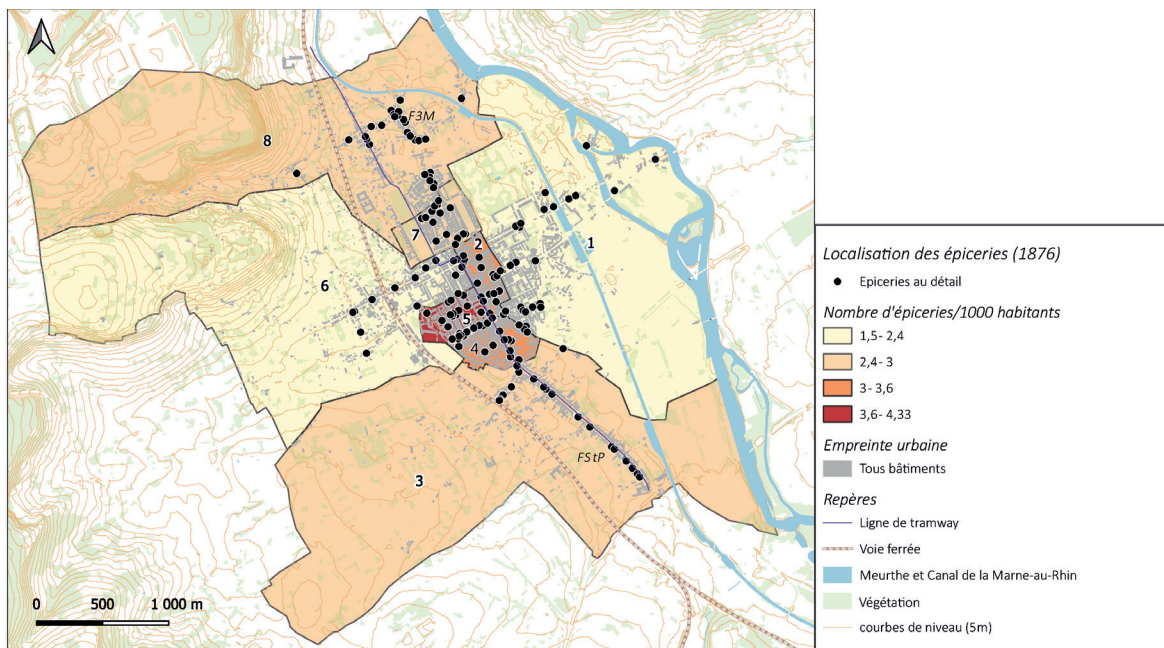
À la poussée démographique répond l'accroissement du nombre de commerces, et notamment des épiceries dont le nombre s'accroît de près de 60 % entre 1876 et 1926. On peut conjecturer que la poussée spatiale de la ville hors de ses murs se répercute sur les commerces, induisant une nouvelle spatialisation de ces derniers et donnant à penser qu'ils accompagnent tant l'accroissement des densités dans la ville ancienne que l'expansion spatiale de la ville vers les nouveaux quartiers.

Néanmoins, la répartition des établissements épiciers en 1876 montre une corrélation imparfaite, tant avec la superficie des quartiers qu'avec le nombre de leurs habitants : pour trouver une épicerie près de chez soi, mieux vaut vivre au centre-ville ou dans les faubourgs anciens, plutôt que dans les nouveaux espaces en cours d'urbanisation (figure 2). Si chacune des huit sections qui composent la ville compte entre 15 et 28 épiceries, la superficie et la densité d'habitants de ces secteurs sont quant à eux très variables - la plus grande section représente trente fois la superficie de la plus petite, et les densités s'échelonnent de 2 000 à 43 000 habitants au kilomètre carré (figure 3). Les quatre sections extérieures, les plus vastes, sont aussi

les plus peuplées (8 500 à 10 000 habitants). Mais ce sont les quatre sections de centre-ville, petites, mais plus densément peuplées, qui concentrent l'essentiel des activités commerciales. On y observe les concentrations les plus fortes d'épiciers, au détriment des sections extérieures, à l'habitat plus lâche.

On peut ainsi à titre d'exemple comparer la vaste section 6 à l'ouest, structurée par deux anciens faubourgs, et la petite section 5, au cœur de la ville de Charles III proche du marché : au centre, 27 épiceries dessinent un tissu dense de près de deux établissements par hectare et de 4,3 épiciers pour 1 000 habitants. À l'ouest, on ne dénombre que quinze épiceries, soit seulement 1,6 établissement pour 1 000 habitants, et 0,04 par hectare. Dans ces espaces en devenir, le tissu des épiciers se concentre en outre majoritairement dans les anciens faubourgs, qui constituent autant de colonnes vertébrales commerçantes pour ces territoires à l'habitat encore épars. On l'observe nettement dans le Faubourg des Trois Maisons (F3M) au nord ou le long du Faubourg Saint-Pierre (FStP) au sud : adjoint de l'amorce de la rue du Montet⁴, ce dernier concentre les 23 épiciers de la section, tandis que les espaces récemment urbanisés, de part et d'autre de la voie ferrée, ne comptent encore aucun établissement.

4. L'actuelle rue du Général Leclerc, axe structurant du sud-ouest de la ville, déjà partiellement habité de part et d'autre de la voie ferrée à cette époque.



Ah - 2022 - QGIS
 Source épiceries : Lepage, *Annuaire administratif, statistique, historique, judiciaire, commercial de Meurthe-et-Moselle*
 Annuaire général de l'épicerie française
 Tables nominatives de population

Figure 2. Le réseau des épiceries et des habitants en 1876.
 Une corrélation imparfaite, en défaveur des nouveaux quartiers

sections		1	2	3	4	5	6	7	8	Ville
Superficie (ha)		307,4	13,7	430,9	18,4	14,2	344,0	22,9	338,1	1489,6
1876	Habitants	10 064	5 509	8 528	6 466	6 234	9 215	5 144	9 598	60 758
	épiciers	23	19	23	21	27	15	15	28	171
	ép/1000 hab	2,3	3,4	2,7	3,2	4,3	1,6	2,9	2,9	2,8
1923	Habitants *	21 214	3 694	32 055	5 075	5 003	22 012	4 705	18 599	112 357
	épiciers	63	15	49	16	15	56	17	40	271
	ép/1000 hab	3,0	4,1	1,5	3,2	3,0	2,5	3,6	2,2	2,4

Sources : recensements départementaux de population - 1876 et *1921
 corpus épiceries Seigneurie (1923) et Lepage (1876 - 1923)

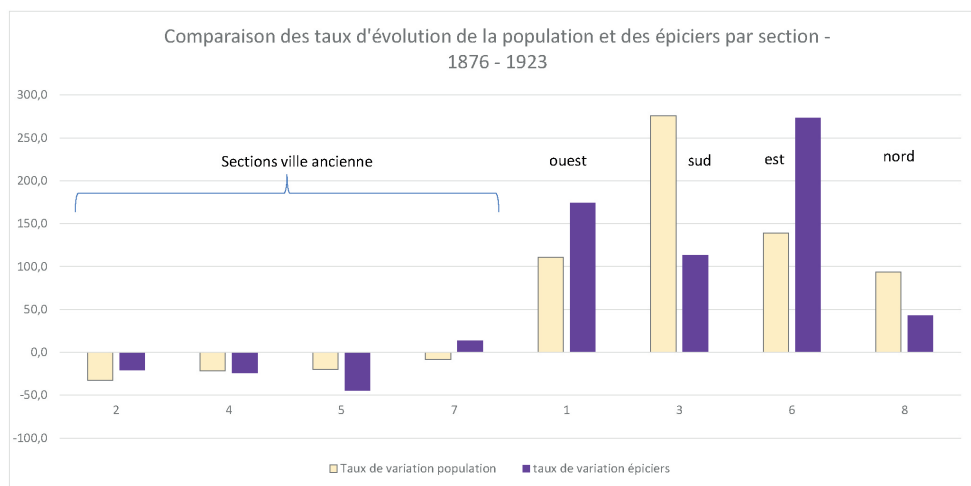


Figure 3. Population et épiceries dans les huit sections de Nancy. Situation, et évolution 1876-1923

En 1923, la situation a évolué et présente une répartition moins inéquitable des épiciers sur l'essentiel du territoire nancéen – répartition commerciale qui accompagne l'évolution du peuplement de la ville. Entre 1876 et 1923, on observe ainsi une diminution de la population dans les secteurs centraux surpeuplés, au profit des sections extérieures qui se couvrent rapidement d'habitations et d'activités. Ainsi, alors que la section 2 perd un tiers de sa population et tombe à 3 700 habitants, les sections extérieures doublent leur population, la troisième section quadruple presque la sienne et atteint 32 000 habitants en 1923.

La ville a conquis de nouveaux territoires, la population s'est accrue, le nombre d'épiceries aussi (figures 3 et 4). Néanmoins, la crise commerciale des années 1880 et l'apparition des succursalistes, qui favorisent conjointement la disparition des épiciers les plus fragiles (Lanthier et Watelet, 2004 ; Faure, 1979 ; Gillet, 2020) justifient un taux de croissance du nombre d'épiciers (58 %) qui demeure en deçà de celui, très élevé, de la population (85 %). Ainsi, le nombre d'épiceries pour mille habitants baisse légèrement entre les deux dates, de 2,8 à 2,4. Cette évolution de l'épicerie traditionnelle (troisième partie) favorise également leur nouvelle répartition à l'échelle de la ville.

La baisse s'opère essentiellement dans la partie centrale de la ville, où trois des quatre sections enregistrent une diminution du nombre d'échoppes épicières, conjointement à la diminution du nombre d'habitants. Le tissu des épiciers s'affaiblit au centre, mais demeure important, les plus fortes concentrations d'épiciers pour mille habitants s'y observent encore et se renforcent même pour deux sections, situation paradoxale liée à une baisse plus rapide du nombre d'habitants que d'échoppes. En ce premier quart du 20^e siècle, l'aire de chalandise dans la partie centrale de la ville dépasse certainement les habitants de proximité et draine une clientèle moins proche, attirée par l'offre variée et plus complète qui s'y concentre, et favorisée par une accessibilité facilitée par une offre de tramway accrue.

Tandis que le nombre d'épiciers au centre diminue, on observe un rattrapage favorable aux quartiers extérieurs (figures 3 et 4) dont le tissu commercial s'étoffe et semble « suivre le peuplement à la trace » (Faure, 1979). Les quatre sections extérieures (1, 3, 6 et 8) enregistrent ainsi une forte croissance tant du nombre d'habitants que d'épiciers. Ce rattrapage est particulièrement marqué à l'est et à l'ouest (sections 1 et 6) où l'accroissement du nombre d'épiceries est plus marqué que celui des habitants – le retard y était également le plus important, le niveau de service rendu s'y améliore sensiblement. S'il reste inférieur en moyenne au centre-ville, il s'en rapproche toutefois, particulièrement dans la partie est de la ville avec trois épiciers pour 1 000 habitants. Le Sud et le Nord voient au contraire leur population s'accroître et s'étaler davantage que le tissu commercial, et présentent désormais les situations les moins favorables de la ville.

Ces deux secteurs souffrent en outre d'un moindre desserrement du tissu commerçant vers leurs périphéries. En effet, à l'échelle des quatre sections extérieures, on observe globalement une meilleure répartition des épiceries, qui ne se concentrent plus uniquement dans les anciens faubourgs, mais se répartissent plus largement dans les espaces nouvellement conquis par l'urbanisation. En contrepartie, le tissu épicier des anciens faubourgs s'amointrit au profit d'autres commerces, favorisant une diversification de l'offre commerciale au-delà des commerces du quotidien (troisième partie).

Mais ce desserrement demeure largement imparfait, notamment au nord et au sud. Au sein des sections extérieures, des quartiers, pourtant désormais habités, restent totalement ou partiellement en marge de ces nouvelles implantations commerçantes. Des espaces au caractère résidentiel affirmé et peu densément habités y apparaissent. Ils semblent n'attirer que peu d'activités commerciales, même du quotidien – le sud de la ville montre encore qu'en dehors du long Faubourg Saint-Pierre⁵ peu de nouveaux commerces s'implantent. Malgré le desserrement du tissu des épiceries,

5. Désormais avenue de Strasbourg (voir note suivante).

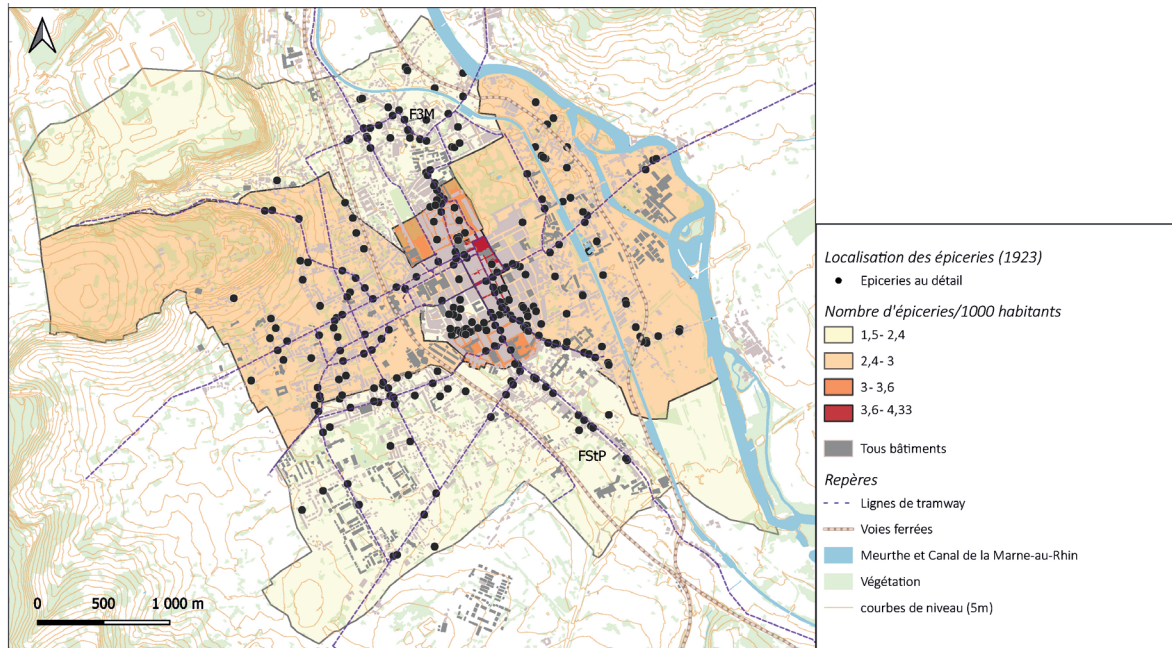


Figure 4. Le réseau des épiceries et les habitants en 1923. Une répartition moins inégalitaire, mais encore hétérogène

la recherche d'une zone de chalandise suffisante pour assurer la pérennité du magasin semble impliquer une concentration de population suffisante, mais aussi une attractivité commerciale générale et/ ou un bon niveau de desserte du quartier. Le centre-ville en reste globalement favorisé, même si toutes les rues ne présentent pas un visage identique, de même que les anciens faubourgs qui conservent leur fonction structurante de colonne vertébrale commerçante pour ces nouveaux quartiers. Ils se complètent de petites centralités naissantes comme autour de l'angle Mon-Désert – Jeanne d'Arc au sud-ouest de la ville.

La répartition des épiciers à l'échelle de la ville nous renseigne sur l'évolution globale des implantations au tournant du siècle, mais demeure insuffisamment fine pour répondre à toutes nos interrogations : à l'intérieur du centre comme dans les nouveaux espaces urbains, des nuances apparaissent entre les quartiers, entre les rues. La densité de population explique-t-elle seule ces nuances, ou d'autres facteurs interagissent-ils dans la localisation de ces commerces du quotidien ?

L'épicerie à l'échelle de la rue

Les nuances, frappantes, à l'échelle des sections extérieures, apparaissent plus discrètes au cœur de la zone aux fortes densités commerciales. Néanmoins, en 1923 comme en 1876, des quartiers restent à l'écart de l'agitation commerciale – le quartier médiéval a ainsi regroupé l'essentiel des commerces sur quelques axes et places, le lacin des petites rues présente un habitat exempt de cellules commerciales en pied d'immeubles. Les villes Renaissance et de Stanislas présentent également une nuance majeure de part et d'autre de l'axe Dominicains- Pont-Mouja-Saint Nicolas, dont la partie orientale présente une moindre concentration commerciale, et notamment un réseau d'épiceries très modeste. Elle ouvre alors la réflexion vers l'impact non seulement de la densité, mais aussi du caractère socio-économique du quartier sur la localisation des épiceries. En effet, cette partie de la ville se compose alors d'un nombre important de bâtiments conventuels ainsi que de grandes résidences bourgeoises (Badel, 1906). Le caractère moins populaire de ces quartiers au regard du reste du centre pourrait se révéler alors

moins attractif pour ces commerces – ce que la (modeste) concentration d'épiceries dans les quelques rues plus ouvrières au sud de cette partie de la ville pourrait corroborer.

Afin d'affiner cette réflexion, l'étude descend à l'échelle de la rue et se concentre sur deux axes très commerçants : d'une part, l'ancien Faubourg Saint-Pierre, qui s'étire au-delà de la porte sud de la ville et d'autre part, la dense rue de la Hache, rue commerçante au centre de la ville de Charles III, proche du marché.

L'ancien Faubourg Saint-Pierre⁶ long de 1,6 km relie le centre-ville à la commune voisine de Jarville (figure 5). Au sein d'un secteur longtemps peu densément peuplé, il en structure la croissance urbaine et commerciale en concentrant longtemps à lui seul habitations, commerces et activités économiques. Il présente, en 1876, différents visages guidés notamment par un gradient nord-sud, entre espaces proches du centre-ville aux densités moyennes et marqués par la présence de familles aisées, et bâti plus dense et à la population davantage ouvrière au sud de l'axe (figure 5).

À ce gradient nord-sud s'ajoute un effet de rive, particulièrement marqué dans la partie nord de la rue, déjà souligné dans les faubourgs ouest de la ville (Dion, 1980, 1983). La façade bien exposée, à l'image d'un adret, constitue une « *sunny side of the street* », un espace privilégié où la densité d'habitations est plus faible – les immeubles assez vastes accueillent moins de cinq logements, souvent des structures unifamiliales. En face, la rive que l'on pourrait associer à un ubac est composée de bâtiments d'emprise au sol plus modeste, mais accueillant jusqu'à vingt logements, qui hébergent une population davantage ouvrière et de journaliers.

Cet effet de rive s'atténue vers le sud, où l'espace se répartissait entre de vastes propriétés, campagnes ou propriétés à vocation religieuse ou médicale inhérentes aux périphéries des villes, partiellement démantelées à des fins d'urbanisation et d'industrialisation à la fin du 19^e siècle. La

rue présente alors un autre paysage, notamment marqué par la présence d'une vaste filature de près de 600 employés (Maire et Duhem, 2017) : avant la construction des cités, la filature loue de nombreux logements à proximité immédiate de l'usine. Le profil socio-économique de cette partie de l'avenue est donc empreint de cette présence ouvrière.

La seconde rue étudiée se trouve au centre de la ville neuve de Charles III. Longue de six-cents mètres, la rue de la Hache⁷ présente également un effet de rive, mais moins prononcé. En revanche, elle se caractérise par une forte variation de la densité de population et de la structure socio-économique de sa population d'un bout à l'autre de l'axe et notamment de part et d'autre de la rue Saint-Nicolas. D'est en ouest, la densité de population s'élève peu à peu, et la rue bourgeoise laisse la place à une rue au profil plus populaire.

Faubourg structurant *versus* rue de centre-ville, ces deux axes ont été sélectionnés car ils présentent des profils différents, mais ont pour point commun de concentrer un nombre important de locaux commerciaux, et notamment épiciers. La répartition inégale de ces commerces au sein des deux axes permet de dresser trois constats convergents.

Une première analyse à l'échelle de l'ensemble des commerces conforte l'observation précédente : les secteurs plus bourgeois et moins densément habités concentrent moins de commerces que les parties plus populaires de ces deux axes. Si la moindre densité demeure essentielle, elle ne semble plus être la seule explication lorsque l'échelle s'affine. Le profil socio-économique des habitants de la rue propose une nouvelle lecture de cette répartition. Ainsi, au nord de l'ancien Faubourg, la rive paire (« adret ») est quasi exempte de commerces, qui se concentrent *a contrario* majoritairement sur la rive impaire. Dans la rue de la Hache, où l'effet de rive est très discret,

6. Cette portion de la Route nationale 4 de Paris à Strasbourg a porté différents vocables au cours des 19^e et 20^e siècles, la scindant parfois en deux dans sa longueur, avant de se stabiliser sous le nom d'avenue de Strasbourg. Dans le cadre de cet article, nous emploierons par mesure de clarté le vocable initial de Faubourg Saint-Pierre.

7. Elle s'entend ici dans son ancien tracé, de la rue Sainte-Anne à la rue de l'Équitation. Elle englobait alors l'actuelle rue des Sœurs-Macarons et se poursuivait à travers l'opération de rénovation des années 1970 qui l'a amputée au profit notamment du centre commercial Saint-Sébastien.

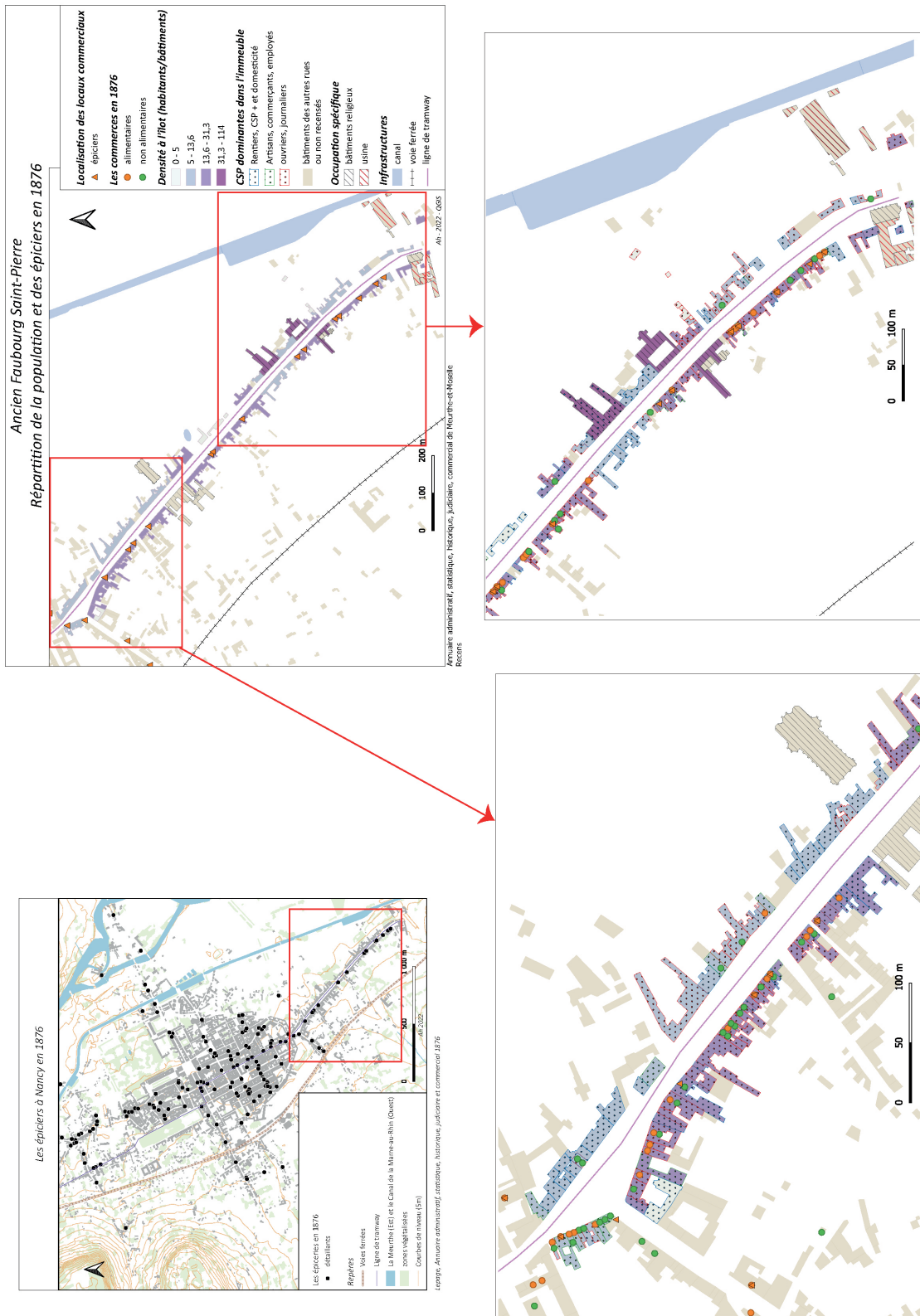


Figure 5. Ancien Faubourg Saint-Pierre : population et commerces en 1876

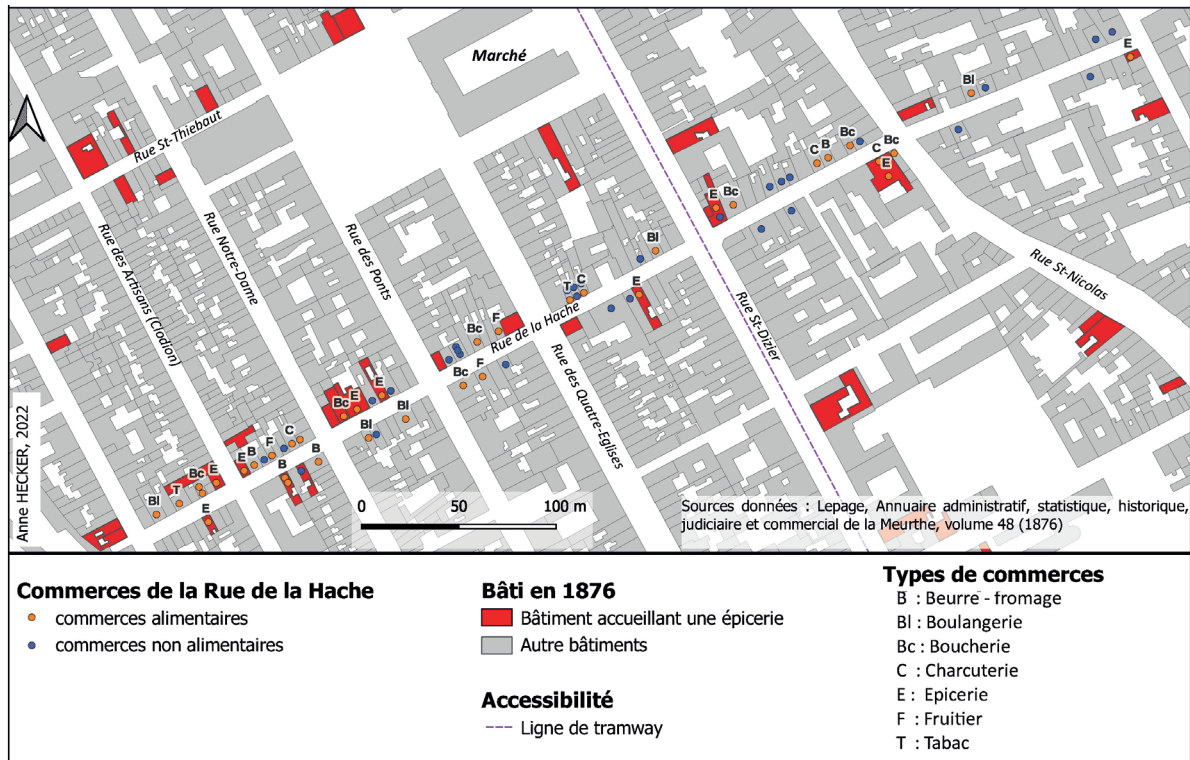


Figure 6. La rue de la Hache en 1876. Forte densité de commerces dans une rue du centre historique

la rareté des commerces se ressent davantage dans la partie orientale de la rue (figure 6).

Par ailleurs, le profil socio-économique impacte également la nature des commerces implantés. Les quelques boutiques présentes dans les parties plus bourgeoises des rues relèvent essentiellement de l'équipement de la personne ou de la maison, et excluent les commerces alimentaires. Ces derniers sont en revanche dominants dans les parties plus populaires de ces deux rues. Dans le sud ouvrier du Faubourg, les commerces se raréfient, particulièrement au détriment de l'équipement de la personne ou de la maison. Le commerce alimentaire y demeure plus présent, et particulièrement les épiceries : dix d'entre elles maillent les 675 derniers mètres au sud de la rue selon un rythme identique à celui du nord de l'avenue, celui d'une épicerie en moyenne tous les 70 mètres.

Ainsi, dans les sections ou rives plus populaires, les épiceries s'avèrent très présentes. Dans la rue de la Hache, chaque segment compte au moins deux épiceries, le plus souvent réparties à chaque extrémité de l'îlot. Les trois segments de l'ouest, densément habités et

populaires, totalisent trois, voire quatre épiceries sur une distance inférieure à 50 mètres (figure 6). Ainsi, si la densité de population et le profil socio-professionnel semblent influencer l'implantation des commerces, les épiceries maintiennent dans les rues du centre et dans les faubourgs un maillage plus régulier que les autres commerces. Elles peinent néanmoins à coloniser les espaces plus bourgeois, et ne s'affranchissent pas de l'effet de rive – aucune épicerie n'est implantée sur le « bon côté » du Faubourg Saint-Pierre.

Cette appétence pour une clientèle nombreuse et populaire pourrait inciter les épiceries à rechercher une situation monopolistique, jouant le jeu de la proximité et écartant la concurrence (Courpottin, 2000). Mais on observe davantage de stratégies de regroupement, non seulement avec d'autres commerces de bouche quotidiens – la proximité des boulangers, des bouchers ou autres fruitiers met en œuvre une complémentarité à même d'attirer la clientèle – mais aussi avec leurs concurrents. Il n'est pas rare d'observer deux à trois épiceries voisines, partageant le même voisinage. Plus que le monopole, elles

bénéficient de « l'avantage de profiter en commun d'une implantation avantageuse » (*ibid.*), de l'émulation et du dynamisme de rues commerçantes et passantes. Ces regroupements se font souvent au détriment des rues adjacentes – les rues parallèles de la Hache et Saint-Thiébaud ont ainsi attiré des regroupements d'épiceries, tandis que les rues perpendiculaires en paraissent bien moins pourvues. Le phénomène s'observe aussi dans les nouvelles extensions urbaines de 1923 : les épiceries se regroupent spontanément sur les axes et intersections (*supra*), où elles composent de nouvelles centralités concentrant jusqu'à dix épiceries (figures 4 et 7). Elles se regroupent aussi lorsqu'elles investissent les quartiers plus résidentiels, à l'image des quatre épiceries de la rue Isabey, au nord-ouest de la ville.

À miser sur les implantations avantageuses, l'accessibilité apparaît donc comme un enjeu majeur à même d'assurer la clientèle optimale. L'appétence pour les angles de rue en découle, place de choix que les épiciers obtiennent souvent. La mesure de la distance des épiceries (pris au centre du bâtiment) au cœur de l'intersection la plus proche montre ainsi qu'en 1876 comme en 1923, un quart d'entre elles en sont distantes d'une quinzaine de mètres, et la moitié se situent à moins de trente mètres – autrement dit, 86 des 171 épiceries de 1876 occupent l'angle, la maison immédiatement mitoyenne, ou dans le cas d'intersection « en T », un immeuble face à l'angle. Cette primauté apparaît donc réelle et le hasard seul ne peut être imputé à cette récurrence, qui traduit la recherche de l'accessibilité et d'une visibilité optimale.

La qualité de l'accessibilité résonne également avec la proximité des transports collectifs : plus de la moitié des épiceries ouvertes en 1923 se situent à moins de 20 mètres d'une ligne de tramway (figure 7). La corrélation entre ce réseau apparu en 1872, qui s'est densifié et a gagné en efficacité au début

du 20^e siècle, et les localisations épicières interroge quant à un lien de causalité entre ces données, ou au partage d'une causalité commune, le dynamisme de ces rues. Peut-on y lire la recherche d'une accessibilité accrue de la part des commerçants, ou la volonté de raccorder le tramway aux rues commerçantes, afin d'en améliorer la desserte et le dynamisme ?

Ce lien entre le commerce et le tramway a alimenté les débats au conseil municipal de 1897⁸. Un tracé doit alors être détourné de la très commerçante rue des Dominicains vers la rue de la Constitution voisine. Commerçants, habitants et élus s'y opposent, arguant que ce détournement ne pourra que faire perdre à la rue des Dominicains son dynamisme commercial, et met en exergue l'impact supposé du tramway sur l'attractivité commerciale⁹.

Un second argument dénonce le faible intérêt du détournement du tramway par la rue de la Constitution, car « elle n'est actuellement pas une rue commerçante, puisqu'elle ne possède qu'un magasin et qu'elle n'en posséderait probablement jamais d'autres » (*ibid.*, p. 27). Cette courte rue compte pourtant des services publics d'importance, notamment la Préfecture, les bureaux de la Mairie et le Grand hôtel des Postes et Télécommunications – dont l'accessibilité semble présenter pour le Conseil municipal un moindre intérêt que la desserte des commerces.

Ces deux arguments soulèvent une interrogation récurrente : le commerce est-il attiré par l'accessibilité offerte par le tramway ? Ou le tramway s'implante-t-il là où la densité de population et d'activités est déjà présente ? La réponse allie certainement ces deux postulats selon des degrés variables. Mais l'accessibilité et le tissu commerçant participent de concert à l'organisation des quartiers par la convergence de forces structurantes, qui renforcent le rôle et la place de quelques rues sur leur territoire.

8. Conseil municipal, Procès-verbaux des séances du 25 janv. 1897 au 7 déc. 1897, Archives municipales de Nancy.

9. Du moins son rôle supposé... L'adjoint Royé rapporte que « depuis une douzaine d'années, la rue a perdu beaucoup de son activité commerciale ». Elle est pourtant desservie depuis plus de dix ans par la ligne dont on défend le tracé au nom de l'attractivité commerciale.

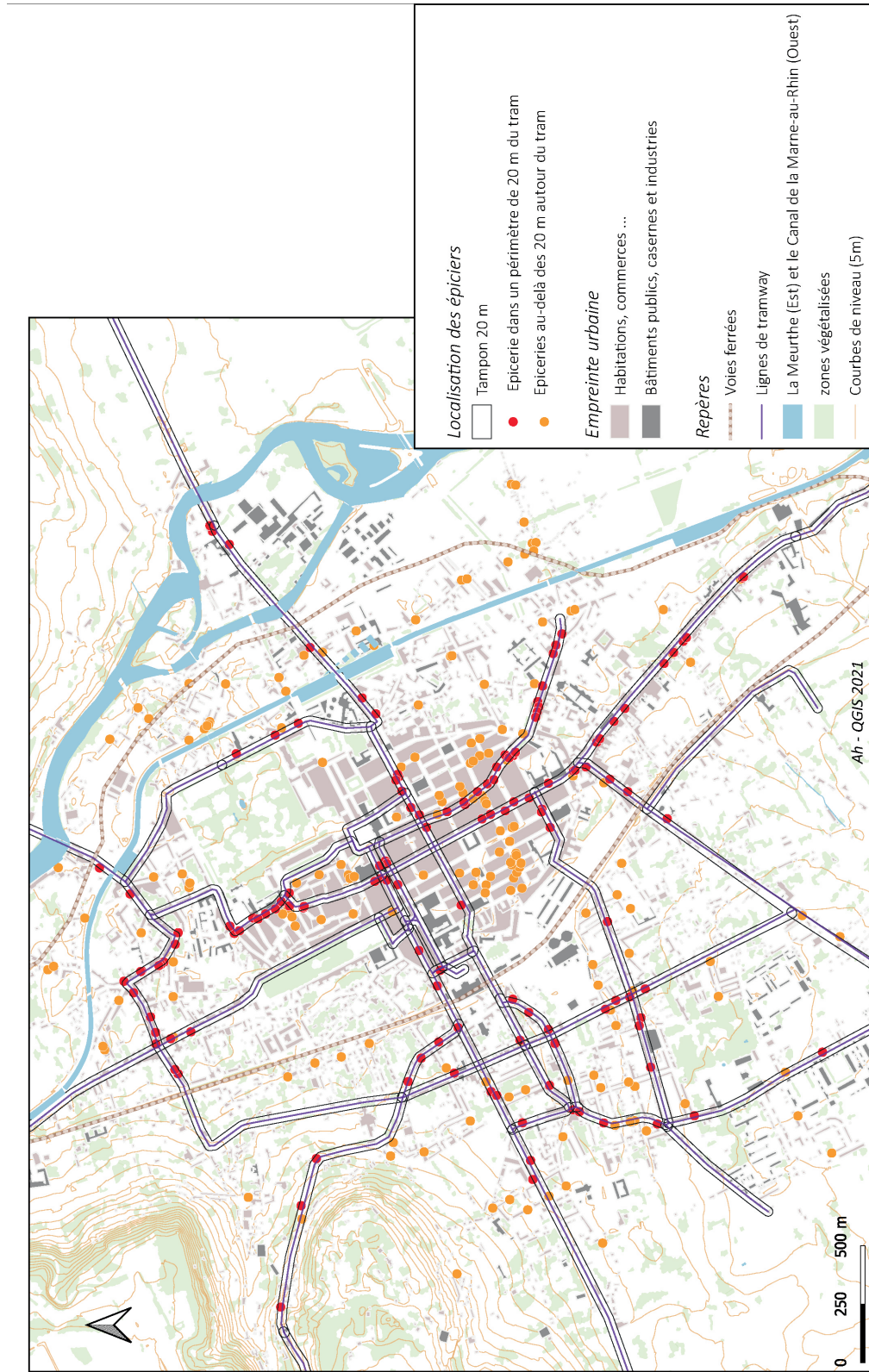


Figure 7. Les épiceries et le tram à Nancy en 1923

D'un local commercial à l'autre

La vocation commerçante des rues se lit également à l'échelle fine du bâtiment, qui permet d'appréhender la trajectoire de l'implantation des épiceries et de leur pérennité dans le temps : y a-t-il pour ces commerces une stabilité de leur localisation à court, moyen, voire long terme ? Que deviennent les locaux épiciers de 1876 au fil des années ?

Un premier constat corrobore à Nancy les études historiques menées dans d'autres villes (Courpotin, 2000) : la grande variabilité du facteur humain. D'une année à l'autre, les adresses souvent demeurent, mais les exploitants changent – plus rarement l'inverse. Ainsi rue de la Hache, sur la courte période de 1870 à 1876, sous l'apparente stabilité du nombre (respectivement douze et treize adresses), le réseau des épiceries a évolué : seule la moitié est encore à la même adresse six années plus tard, et seulement trois sont encore tenues par la même famille. Six ont donc disparu – mais sept nouvelles épiceries sont apparues à une nouvelle adresse. La précarité des installations, parfois au sein même du domicile de l'épicier (Lévy-Vroélant, 2000 ; Hontebeyrie, 2005), les difficultés d'une profession populaire peu formée et mal rémunérée, les mutations de la petite épicerie au début du 20^e siècle (Gillet, 2020 ; Londeix, 2020 ; McKee, 2020) puis les défaillances que génère la crise (Lanthier et Watelet, 2004) ... tout concourt à ce que ces mutations et relocalisations à différentes échelles se multiplient une fois passés le tournant du siècle et la guerre.

Statistiquement, le nombre des épiceries s'est fortement accru entre les deux dates, avec l'apparition d'une centaine de nouvelles boutiques – accroissement net auquel s'adjoignent les nouvelles adresses qui remplacent 111 épiceries disparues entre les deux dates. Ce sont donc 210 nouvelles adresses qui sont comptabilisées en 1923. Si 63 % des locaux épiciers de 1876 ont changé de nature en 1923, plus du tiers des épiceries de 1876 sont donc toujours présentes à la même adresse 45 ans plus tard, traduisant la stabilité de certaines localisations.

La présence ou l'absence dans le proche voisinage de commerces de bouche du quotidien, représentés par les boulangeries, boucheries et marchands fruitiers, semble jouer un rôle dans la plus ou moins grande stabilité de ces adresses. En moyenne, les adresses disparues se situent à 43 mètres du premier commerce de ce type, contre seulement 23 mètres pour celles encore présentes un demi-siècle plus tard. Si ces données sont assez comparables pour les seules épiceries du centre-ville, les nuances s'accroissent dans les quartiers extérieurs : respectivement 91 mètres pour les adresses disparues, contre 31 mètres pour les adresses pérennes. C'est particulièrement dans les faubourgs au tissu urbain encore lâche que ces données varient le plus, avec 161 mètres pour les locaux fermés et 50 mètres pour ceux qui ont perduré à l'ouest de la ville, alors que dans les faubourgs déjà denses et bien organisés du nord et du sud, ces distances moyennes se rapprochent des valeurs du centre-ville. Ainsi, à l'échelle de la ville, près de la moitié des épiceries qui n'ont pas perduré sont isolées, contre moins du tiers pour celles qui ont conservé cette vocation.

Par ailleurs, la croix que dessinent les axes nord-sud et est-ouest, qui raccordent entre eux les anciens faubourgs et les principales portes de la ville, renferme plus de la moitié des épiceries qui ont perduré - l'ancien Faubourg Saint-Pierre a ainsi conservé la moitié de ses locaux épiciers *in situ* (figure 8). Ces rues dessinent très tôt et jusqu'à aujourd'hui des voies de passage importantes dans le prolongement des entrées et sorties de ville, très tôt irriguées par les transports collectifs, qui drainent non seulement la population avoisinante, mais aussi des quartiers extérieurs. Il s'y est dessiné une trame commerciale, partiellement reconduite jusqu'à aujourd'hui – même si la nature des boutiques y a fortement évolué.

Au-delà de ce tiers d'adresses stables, les fermetures et relocalisations d'épiceries accompagnent le desserrement de la population en direction des nouvelles extensions urbaines. L'apparition d'épiceries dans ces espaces périphériques récemment urbanisés ne parvient toutefois pas à reconstituer la densité et la régularité du tissu de cœur de

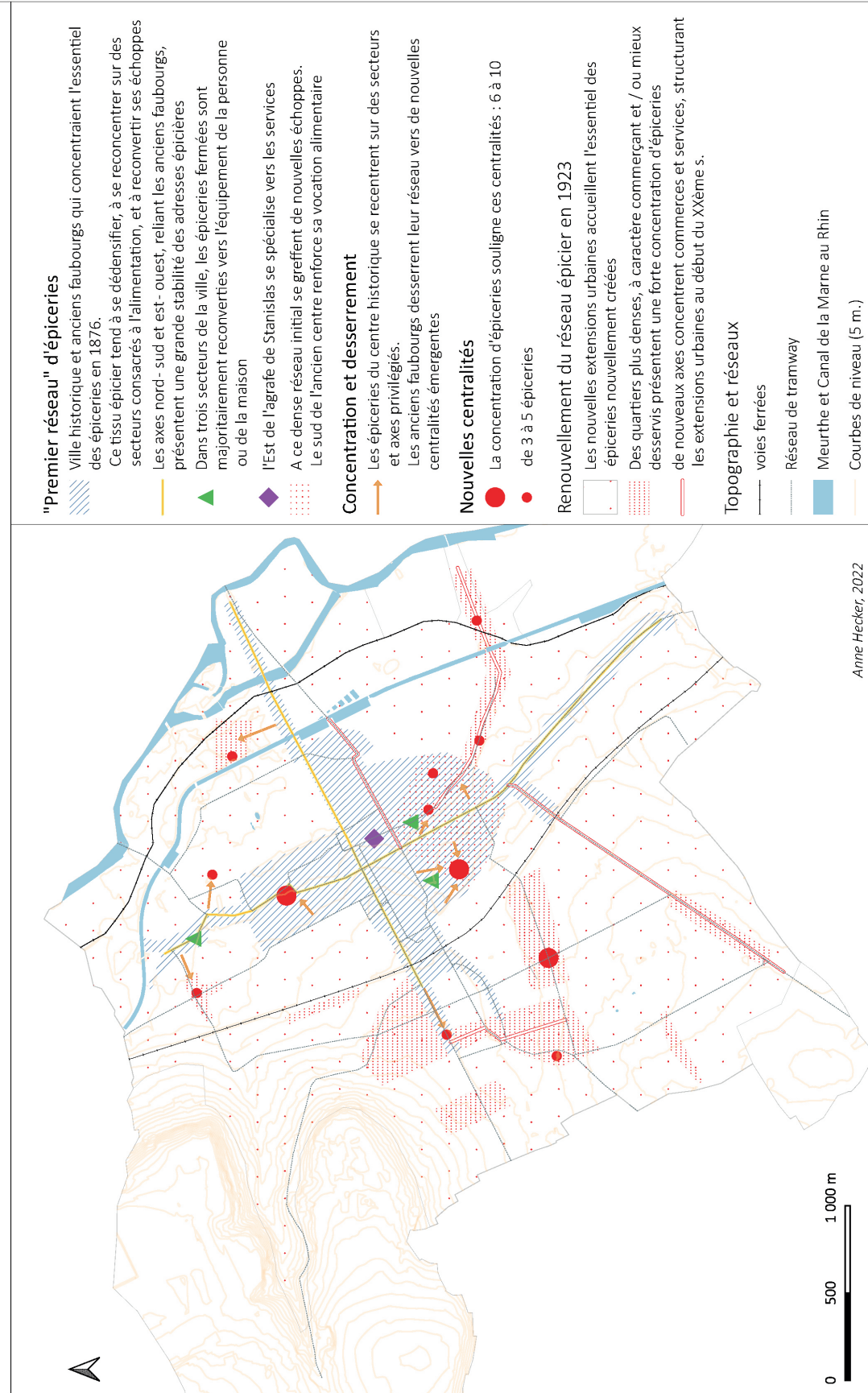


Figure 8. Le réseau des épiceries de 1876 à 1923

ville, particulièrement dans les secteurs les plus résidentiels – l'attractivité des rues commerçantes, passantes et bien desservies demeure prégnante, composant de nouvelles centralités : entre les anciens faubourgs, les épiceries se localisent préférentiellement sur les axes desservis par le tramway, qui concentrent un tissu de commerces de proximité conséquent. Depuis ces nouvelles centralités se répandent les épiceries qui irriguent les rues secondaires selon une densité décroissante.

Alors que le réseau des épiceries s'étoffe hors des murs de la ville, l'intérieur enregistre l'essentiel des disparitions recensées. On peut l'imputer à la décroissance du nombre d'habitants, qu'accompagne la baisse de logements habités dans la partie centrale ; les recensements de population y dénombrent désormais des immeubles vacants. Ces départs de population touchent principalement les parties les plus populaires de la ville, qui étaient les plus surpeuplées et où les conditions de vie s'étaient notablement dégradées¹⁰. Ainsi, les trois sections qui couvrent l'essentiel de la ville de Charles III, et notamment la rue de la Hache, perdent 4 437 habitants avant 1923, alors que la ville double presque sa population. Cette perte de clientèle de proximité, adjointe à la captation des clientèles de l'extérieur de la ville par de nouvelles échoppes de proximité, conduisent à la disparition conjointe d'une grande partie de leurs épiceries et des boutiques nanciennes ; la rue de la Hache perd ainsi les trois quarts de ses épiceries.

À ce mouvement de fond s'ajoute également un recentrage des épiciers à l'échelle des quartiers – des localisations davantage périphériques perdent leur local au profit de rues ou de places mieux situées. Dans la Vieille Ville, le secteur de la Grand-Rue et les abords de la place Saint-Epvre émergent ainsi comme un pôle commerçant, notamment alimentaire, avec une dizaine d'adresses nouvelles qui s'ajoutent à celles déjà en place, au détriment

de cinq adresses plus périphériques¹¹, au sein de rues dont la vocation commerçante est en perte de vitesse. À l'échelle de la ville, certaines épiceries disparues ne sont alors plus référencées en tant que commerces et retrouvent une vocation d'habitation, d'autres sont recyclées dans une nouvelle fonction de services ou d'artisanat. L'essentiel conserve toutefois sa vocation commerciale, seule change alors la nature du commerce.

Que deviennent ces épiceries perdues ?

Quelques tendances semblent se dessiner, notamment dans la partie historique de la ville, qui concentre l'essentiel des changements d'enseignes. Certains locaux ferment définitivement ou temporairement ; ces disparitions se concentrent dans deux types de lieux :

- Des quartiers où les épiceries comme l'ensemble des commerces, notamment de bouche, étaient très nombreux, et dont le tissu se simplifie pour s'adapter à la demande en baisse – on peut évoquer bien sûr la rue de la Hache, et tous les abords du marché.
- Par ailleurs, des espaces plus périphériques de la ville-centre, éloignés des secteurs où se concentrent les commerces, dans la Vieille Ville, ou au sud de la ville de Charles III, marqué par une présence hospitalière et religieuse importante, peut-être moins propice au maintien de ces commerces.

La plupart des locaux trouvent néanmoins une nouvelle affectation, qui laisse deviner les prémices de la spécialisation des espaces commerciaux dans la partie centrale de la ville :

- La ville de Charles III, autour du très populaire secteur Clodion / Notre-Dame / extrémité ouest de la rue de

10. Ces trois sections concentrent de nombreux espaces considérés comme insalubres, dont deux quartiers, Clodion et Saint-Sébastien, feront l'objet d'opération de curetage dans les années 1960 (Dion, 1974). L'opération Saint-Sébastien est à l'origine de la disparition d'une grande partie de la rue de la Hache.

11. Il s'agit des rues Jacquard, de la Source, Lafayette, de la Boucherie (l'actuelle rue du Duc Raoul), de la Pépinière (l'actuelle rue Gustave-Simon).

la Hache, ainsi que le secteur Grand-Rue / place Saint-Epvre conservent et renforcent une vocation alimentaire marquée. De nouvelles épiceries s'y créent, qui ne remplacent que partiellement les fermetures, mais qui conservent vivants des pôles alimentaires, que renforcent également des mutations d'épiceries vers d'autres commerces d'alimentation.

- On voit parallèlement monter en puissance les activités de services, notamment la banque ou les assurances. Ces activités en expansion reprennent notamment des locaux épiciers dans la partie centrale de la ville, entre la rue Saint-Georges et la place Stanislas, dans une partie administrative de la ville de longue date.
- Enfin, entre le secteur dominé par l'alimentation et la rue Saint-Jean, des commerces orientés vers l'équipement de la maison et de la personne remplacent majoritairement les locaux épiciers, amorçant une mutation à long terme de ce secteur de centre-ville, aujourd'hui largement dominé par l'équipement de la personne.

Hors de la partie centrale de la ville, les changements de vocation commerciale se raréfient ; on assiste davantage à l'expansion du réseau des épiceries qu'à sa mutation dans des sections où les épiceries étaient jusqu'alors peu nombreuses à l'exception des anciens faubourgs. Six locaux y voient leur vocation évoluer, mais perdurer dans le domaine de l'alimentation. Le Faubourg des Trois-Maisons, qui concentrait comme le Faubourg Saint-Pierre un grand nombre d'épiceries, voit ces dernières muter partiellement vers l'équipement de la maison et de la personne.

La ville évolue et spécialise déjà elle aussi ses secteurs extérieurs. De vastes secteurs acquièrent une vocation résidentielle, marqués par une quasi-absence des commerces. Les rares points de vente se concentrent sur quelques

rues, bouleversant aussi déjà la répartition des épiceries. Ainsi, on observe que les épiceries pionnières, isolées dans des quartiers excentrés et résidentiels et qui ne peuvent compter que sur un appui minime de commerces de bouche complémentaires, à l'écart d'un axe de passage bien desservi, ont peiné à conserver leur activité ; les locaux qu'elles occupaient ont à leur tour échoué à se reconverter. Les quatre épiceries de la rue Isabey ont ainsi toutes plus ou moins rapidement disparu, à l'image de toutes celles qui viendront s'implanter de manière isolée dans ces mêmes secteurs, sans parvenir à assurer leur pérennité à long terme.

Ces changements en appellent d'autres, car les beaux jours de la petite épicerie de quartier arrivent à leur fin (temporaire ?). L'amorce de la ségrégation spatiale des commerces dans le centre préfigure la ville telle qu'on la connaît aujourd'hui. L'arrivée des maisons à succursales, pour lesquelles le nord-est de la France s'est avéré pionnier (Chatelain, 1958 ; McKee, 2020) commence à bouleverser ce paysage. Il n'est pas aisé, à l'aide des sources exploitées, de dessiner fidèlement ce paysage car les épiceries ne sont pas recensées à l'aide de leur enseigne, mais du nom du propriétaire. À une exception notable près, les revendeurs de la marque Félix Potin, il n'est pas indiqué s'ils appartiennent à l'un de quatre réseaux de succursalistes ou des trois coopératives principales recensées dans la ville¹². La populaire marque Félix Potin, qui apparaît à Nancy à la fin du 19^e siècle, semble illustrer une certaine diversité des situations. Deux points de vente s'y trouvent aux mains du même épicier : le premier au centre-ville, reprise d'une bonneterie à l'implantation avantageuse à un angle de rue par un épicier préalablement installé dans la même rue ; le second est une création à l'ouest de la ville sur le front d'urbanisation précédemment vierge de commerces, en angle de rue également, et au cœur d'un petit triptyque de nouveaux commerces (boulangerie / boucherie / épicerie, rapidement rejoints par une pharmacie). On y fabrique également des biscuits vendus sous la marque Félix Potin ;

12. Respectivement les Docks de l'Alimentation, les Épiciers réunis, la Ruche nancéienne, et la Société nancéienne d'alimentation ; l'Union des Coopérateurs de Lorraine, l'Union lorraine des coopératives et la Coopérative syndicale de Lorraine auxquelles s'ajoute une Coopérative du Vingtième Corps d'Armée.

l'adresse est davantage connue pour cet atelier biscuiterie que pour la vente, et elle mutera vers d'autres fonctions commerciales. La première a en revanche établi une réputation solide dans la ville et conservé son rôle d'épicerie, puis d'épicerie fine jusqu'en 2008, avant d'être reprise par le groupe Carrefour qui y a alors implanté un supermarché de proximité.

Conclusion

Cette réflexion sur la pérennité des locaux épiciers nous mène au temps long et à nous interroger : que sont devenues aujourd'hui ces échoppes, après une longue période de déclin pour ce petit commerce, avant son récent rebond (Fleury, 2020) ?

En ville, dans les faubourgs anciens, mais aussi dans les extensions du début 20^e siècle, les épiceries implantées au cœur de réseaux de commerces, dans des rues dynamiques et dynamisées par cette concentration d'activités, ont connu fréquemment une reconversion commerciale – mais de nature parfois bien différente. La spécialisation déjà pressentie au début des années 1920 s'est accentuée dans la partie centrale de la ville ; l'équipement de la personne et les services y tiennent le haut du pavé – les commerces de bouche persistent de manière timide, sauf dans quelques espaces : le marché, bien sûr, mais aussi la très populaire rue Saint-Nicolas et ses abords, notamment l'est de la rue de la Hache, où persistent aujourd'hui quelques épiceries à caractère ethnique.

Le caractère populaire de la partie centrale de la ville s'est recentré sur quelques rues et îlots, mouvement accentué après les opérations de rénovation et de curetage des quartiers Clodion et Saint-Sébastien à partir de 1968. L'ancienne rue de la Hache, rue populaire fortement paupérisée, a alors subi une opération de rénovation brutaliste l'amputant d'un tiers de sa longueur et de ses commerces, remplacés par un centre commercial - une vocation bien différente, moins populaire, mais qui confirme la vocation commerçante et l'attractivité du quartier. La Vieille Ville a perdu aussi peu à peu son caractère populaire, au bénéfice d'opérations de réhabilitation excluant le brutalisme des années 1960, mais ouvrant néanmoins la

porte à une transformation en profondeur du quartier. Ce quartier populaire se mue en espace gentrifié, et les épiceries qui y perdurent ou s'y recréent aujourd'hui sont bien différentes dans l'esprit comme dans la clientèle de celles d'hier.

Dans les quartiers « hors les murs », les anciens faubourgs ont conservé leur vocation commerçante. Ils structurent toujours l'espace autour d'eux, et les commerces de bouche s'y sont fréquemment recentrés. Dans l'ancien Faubourg Saint-Pierre, 78 des 119 locaux commerciaux y ayant existé accueillent encore du commerce, une activité de services, ou encore de la restauration rapide. La nature voire la vocation sont différentes, mais il en demeure un certain dynamisme : par leur présence, par la vie de quartier qui s'y greffait, ces commerces ont amorcé des noyaux commerçants qui ont perduré – *a contrario* des échoppes ouvertes de manière trop isolée dans des quartiers résidentiels à faible caractère commerçant. Ces dernières ont aujourd'hui souvent totalement disparu, la trace des anciennes vitrines y est encore visible, mais des habitations ou des garages ont pris la place.

L'étude ne peut prétendre à la représentativité d'une réalité valable en tout lieu identique. Elle pose la question de la singularité de ce cas, ou au contraire d'une évolution représentative des villes intermédiaires, ouvrant la porte à de nouvelles recherches. La confrontation avec les travaux de Jean Soumagne sur la géographie commerciale et succursaliste, notamment dans le centre-ouest de la France, serait une suite à donner à cette recherche centrée sur le cas d'une seule ville. En de multiples points, Nancy présente des similitudes avec de nombreuses villes moyennes. On y observe aujourd'hui comme dans plusieurs villes un nouvel essor du commerce de proximité (Gasnier, 2017), nouvelles formes d'épiceries modernes (Fleury, 2020), qui s'implantent au plus près de la population jusque dans les quartiers résidentiels et œuvrent au retour de l'urbanité et de l'intensité urbaine par la proximité. Les stratégies d'implantation, dans un urbanisme constitué et donc contraint, rappellent celles du 19^e siècle, remettant en avant attractivité, accessibilité et centralités de quartier, rappelant que par le passé comme aujourd'hui, les épiceries participent et ont participé, à leur manière, à structurer la ville.

Références

- BADEL Emile, 1906, *Dictionnaire historique des rues de Nancy de 1903 à 1905*, Nancy, sans éd., 2 vol. Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9618073x> [consulté le 21 juin 2023].
- BONNEFONT Jean-Claude, 1973, *Les Villes françaises, Nancy et son agglomération*, Paris, La Documentation française, Notes et études documentaires.
- BOQUILLON Françoise, GUYON Catherine et ROTH François, 2008, *Nancy, du bourg castral à la communauté urbaine, 1000 ans d'histoire, Les événements, les lieux, les hommes*, Nancy, Éditions Place Stanislas.
- CHATELAIN Abel, 1958, « Géographie commerciale et sociologique du commerce de détail en France : un exemple caractéristique, l'épicerie (alimentation générale) », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 33, 3, 1958. p. 293-310. Disponible sur : <https://doi.org/10.3406/geoca.1958.6895>.
- COING Henri, 1966, *Rénovation urbaine et changement social, l'îlot n° 4 (Paris – 13^e)*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- COLLOT Claude, 1980, « Les politiques municipales d'urbanisme à Nancy de 1871 à 1914 », dans COLLOT Claude et DION Rose-Marie, *L'Urbanisation de Nancy entre 1871 et 1914 : étude d'histoire municipale à la mémoire de Claude Collot*, Nancy, Publications de l'Université Nancy II, p. 5-128.
- COURPOTIN Francis, 2000, « De la boutique sur rue au magasin : construction et aménagement », dans COQUERY Natacha, *La Boutique et la Ville, commerces, commerçants, espaces et clientèles XVI^e-XX^e siècle*. Tours, CEHVI, Publications de l'Université François Rabelais, p. 315-339.
- DION Rose-Marie, 1974, « Effets des processus volontaristes dans la formation d'une région urbaine : Nancy et les plans d'aménagement et d'extension dans la première moitié du XX^e siècle » [en ligne]. *Revue géographique de l'Est*, tome 14, 3-4. p. 245-311. Disponible sur : <https://doi.org/10.3406/rgest.1974.1292>.
- DION Rose-Marie, 1980, « Le Nouveau Nancy 1870-1917 : étude des processus d'urbanisation de deux noyaux primitifs, les quartiers Saint-Léon et Saint-Joseph », dans COLLOT Claude et DION Rose-Marie, *L'Urbanisation de Nancy entre 1871 et 1914 : étude d'histoire municipale à la mémoire de Claude Collot*, Nancy, Publications de l'Université Nancy II, p. 129-246.
- FAURE Alain, 1979, « L'épicerie parisienne au XIX^e siècle ou la corporation éclatée », *Le Mouvement social*, 108, p. 113-130. Disponible sur : <https://doi.org/10.2307/3777645>.
- FLEURY Antoine, DELAGE Matthieu, ENDELSTEIN Lucine, DUBUCS Hadrien et WEBER Serge, 2020, « Changer de regard sur le petit commerce urbain et ses métamorphoses », dans FLEURY Antoine et al., *Le Petit Commerce dans la ville-monde*. Paris, L'œil d'or, p. 23-42
- GASNIER Arnaud, 2019, *Le Commerce dans la ville, entre crise et résilience. Comment réparer, adapter, aménager les territoires marchands*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection « Espaces et territoires ».
- GILLET Marie, 2020, « Les transformations du petit commerce au XIX^e siècle à Besançon (1804-1913) », dans DAUMAS Jean-Claude (dir.), *Les Révolutions du commerce. France, XVIII^e-XXI^e siècle*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, Les Cahiers de la MSHE Ledoux, p. 113-143. Disponible sur : <http://books.openedition.org/pufc/20229> [consulté le 10 juin 2024].
- HECKER Anne, 2018, « Le tramway a-t-il guidé la croissance urbaine au XIX^e s. ? L'exemple de Nancy » [en ligne], *Revue géographique de l'Est*, vol. 57, 3-4, 2017. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/rge.7243>.
- HONTEBEYRIE Juliette, 2005, *Le Génie du lieu, ou comment des familles s'inscrivent dans l'espace urbain. Socio-histoire d'une rue (1860-1950)*, thèse de doctorat en sociologie, EHESS. Disponible sur : <https://hal.science/tel-01133406> [consulté le 10 juin 2024].
- LANTHIER Pierre et WATELET Hubert, 2004, « Les entreprises de commerce de détail face aux crises économiques en France (1880 - milieu du XX^e s.) », dans BARRIÈRE Jean-Paul et DE FERRIÈRE Marc (dirs), *Aéronautique, Marchés, Entreprises : Mélanges en mémoire d'Emmanuel*

- Chadeau [en ligne], Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion. Disponible sur : <http://books.openedition.org/irhis/2966> [consulté le 10 juin 2024].
- LEPAGE Henri, 1876, *Annuaire administratif, statistique, historique, judiciaire et commercial de la Meurthe*, Nancy, Grimblot.
- LEPAGE Henri, 1923, *Annuaire administratif, statistique, historique, judiciaire et commercial de la Meurthe-et-Moselle et région de Metz*, Nancy, Humblot & Cie.
- LÉVY-VROELANT Claire, 2000, « Petit commerce et habitat entre 1930 et 1950 à Paris : de l'imbrication à la dissociation », dans COQUERY Natacha (dir.) *La Boutique et la Ville, commerces, commerçants, espaces et clientèles XVI^e – XX^e siècle*, Tours, CEHVI, Publication de l'Université François Rabelais, p. 423-445.
- LONDEIX Olivier, 2020, « Du comptoir au libre-service, les transformations de la vente chez Casino (1898-1960) », dans DAUMAS Jean-Claude (dir.), *Les Révolutions du commerce, France XVIII^e-XXI^e s.*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, Les Cahiers de la MSHE Ledoux, p. 245-277. Disponible sur : <https://books.openedition.org/pufc/20264> [consulté le 10 juin 2024].
- MAIRE Mary et DUHEM Pascal, 2017, *Le Faubourg Saint-Pierre, la MJC Pichon dans l'histoire de son quartier*, Nancy, Éditions MJC Pichon
- MARSEILLE Gilles, 2016, « Une loi pour réformer la planification urbaine. Nancy et la loi Cornudet (1919-1949) », *Annales de l'Est*, numéro spécial 2016, p. 159-173.
- MCKEE Denis, 2020, « Reims, l'évolution du commerce d'épicerie et la naissance du succursalisme (1866-1914) », dans DAUMAS Jean-Claude (dir.), *Les Révolutions du commerce, France XVIII^e-XXI^e s.*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, p. 205- 244. Disponible sur : <https://books.openedition.org/pufc/20254> [consulté le 10 juin 2024].
- MERCIER Louis-Sébastien, 1788, *Tableau de Paris* t. XII, Paris, Amsterdam. Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k65711801/f19.item>.
- SEIGNEURIE Albert, 1923, *Annuaire général de l'épicerie française et des industries annexes*, Paris, Éditions Journal l'Épicier, BNF 8-V-11480. Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1413227p> [consulté le 10 juin 2024].
- SICARD-LENATTIER Hélène, 2000, *Les Alsaciens-Lorrains à Nancy entre 1871 et 1914 : une intégration réussie*, thèse de doctorat en histoire, Université Nancy II, 2 t.
- TAVENEAUX René (dir.), 1978, *Histoire de Nancy*, Toulouse, Édouard Privat Éditeur, série « Histoire des Villes ».

